

compagnie. La compagnie Rod Services a-t-elle été remboursée ou a-t-elle reçu une compensation quelconque? Son équipement a-t-il été acheté? Si tel est le cas, monsieur l'Orateur, il me faut alors poser une question fort importante. Lorsque le ministre a suggéré la résiliation du contrat de Rod Services, et s'il a proposé et convenu de dédommager la compagnie, a-t-il prévu certaines dispositions, avant de conclure une entente avec la nouvelle compagnie, pour que les employés de Rod Services puissent être embauchés par la nouvelle compagnie? S'est-il engagé ou a-t-il songé à dédommager les employés de Rod Services qui seraient mis à pied?

La question a sûrement son importance, monsieur l'Orateur. Comment le ministre se proposait-il d'agir envers la compagnie dont il a annulé le contrat et envers ses employés? Se proposait-il d'agir envers l'une et les autres d'une façon également équitable?

En terminant, monsieur l'Orateur, je dirai que nous sommes heureux que le problème ait été réglé. Nous espérons bien que le ministre n'aura pas à prendre la parole au cours des prochains jours pour nous parler d'un autre problème dans une autre ville.

[Français]

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, étant donné le fouillis presque indescriptible qui existe au ministère des Postes depuis le début du conflit, nous demeurerons un peu perplexes lorsque l'honorable ministre nous annonce qu'il a enfin réglé une partie du problème. Tout de même, si c'est vrai, nous nous en réjouissons. Nous voudrions être certains que cette nouvelle entente ne constituera pas, encore une fois, le commencement d'un autre fouillis.

Comme on l'a sans doute appris, le Ralliement créditiste s'est réuni à Montréal, dimanche soir, et ses membres ont entendu parler du fouillis qui existe actuellement au ministère des Postes, et plus particulièrement dans la métropole du Canada.

Certains nous ont dit que le compte rendu officiel des débats de la Chambre des communes de mardi—celui de la journée du Ralliement créditiste—n'avait pas encore été reçu à Montréal, tandis que celui de mercredi l'avait été. Nous aimerions bien connaître la raison de ce retard.

De toute façon, si ce règlement peut aider l'honorable ministre à trouver des solutions, nous nous en réjouissons. Par exemple, nous pourrions peut-être lui suggérer que des camions de *Rod Services Ltd.* pourraient peut-être servir de bureaux de poste ambulants, étant donné que le ministère a décidé de fermer un nombre très considérable de bureaux de poste.

[M. Oriikow.]

RÉUNIONS INTERPARLEMENTAIRES

DÉPÔT DU RAPPORT DU GROUPE INTERPARLEMENTAIRE CANADA-ÉTATS-UNIS

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur le président, en ma qualité de président conjoint suppléant du groupe interparlementaire Canada-États-Unis, il me fait plaisir de présenter le rapport dudit comité, en anglais et en français. Je demanderais le consentement unanime de la Chambre pour que le procès-verbal des réunions du groupe interparlementaire soit imprimé en appendice au hansard de ce jour.

M. l'Orateur: La Chambre est-elle d'accord?

Des voix: D'accord!

[Le rapport susmentionné figure en appendice.]

[Traduction]

QUESTIONS ORALES

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE BIAFRA—LA DESTRUCTION D'AVIONS DE SECOURS CANAIRELIEF

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au premier ministre suppléant s'il est au courant d'un télégramme reçu de *Canairielief* par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, selon lequel les réactés nigériens auraient reçu l'ordre de détruire les avions de secours du *Canairielief* et laissant entendre que le Nigeria s'oppose à l'aménagement d'un aéroport pour l'usage exclusif des avions de secours. Nous donnerait-il des précisions sur les mesures que le Canada entend prendre en vue de protéger les Canadiens qui effectuent présentement des vols de secours au Nigeria-Biafra?

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je remercie l'honorable député de m'avoir prévenu de sa question. Malheureusement, je n'ai pas eu le temps avant deux heures de m'en occuper comme je l'aurais voulu. Je me propose donc d'en prendre note et de demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures d'y répondre demain alors qu'il sera probablement de retour à la Chambre.

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, comme question supplémentaire, en même temps qu'il signalera cette question au secrétaire d'État aux